



REPERE

COMPRENDRE - PARTAGER - RESTAURER

# Outils de restauration de grande ampleur

Fiche thématique  
R - 4



## Problématique

La réglementation permet de mettre en œuvre des mesures compensatoires via l'acquisition d'unités de compensation d'un site naturel de compensation. Cet outil, qui permet des actions d'envergure, en mutualisant les efforts écologiques locaux, et garantit la réalisation des mesures compensatoires préalablement à la survenance des impacts, pourrait répondre à certains objectifs fixés sur l'estuaire de la Seine.

## Objectifs de la fiche

- Informer sur les éléments de cadrage réglementaires pour la mise en place et l'utilisation d'un site naturel de compensation sur l'estuaire de la Seine.

## Méthodologie

### ► Possibilité de recourir à un opérateur de compensation ou à un site naturel de compensation

L'article L163-1 précise que toute personne soumise à une obligation de mettre en œuvre des mesures compensatoires peut y satisfaire, en totalité ou en partie, par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation ; dans tous les cas, le maître d'ouvrage reste seul responsable à l'égard de l'autorité administrative qui a prescrit ces mesures de compensation.

### ► Mise en place d'un site naturel de compensation

L'article L163-3 dispose que les sites naturels de compensation peuvent être mis en place par des personnes publiques ou privées, afin de mettre en œuvre les mesures compensatoires, de manière à la fois anticipée et mutualisée. Il précise également que ces sites naturels de compensation font l'objet d'un agrément préalable par l'État selon des modalités définies par décret.

Les articles D163-1, R 163-2 et D163-3 à 8 définissent les procédures d'obtention d'agrément et de suivi et d'évaluation des sites naturels de compensation.

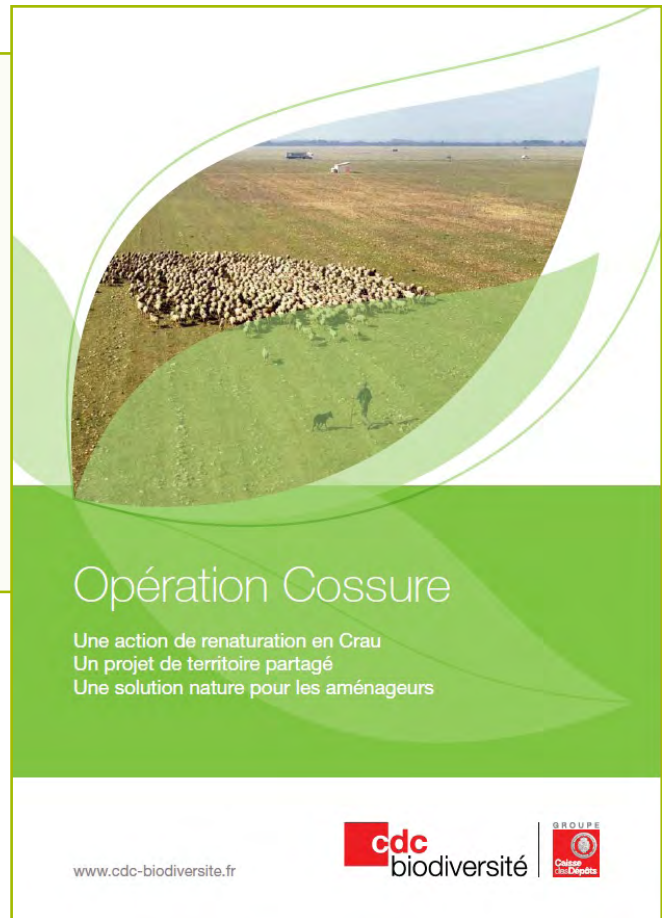
## Les 4 sites expérimentaux en France

Plus d'informations sur :

[www.ecologique-solidaire.gouv.fr/eviter-reduire-et-compenser-impacts-sur-lenvironnement](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/eviter-reduire-et-compenser-impacts-sur-lenvironnement)

### Opération Cossure

- la CDC Biodiversité est l'opérateur responsable de l'aménagement de ce site de 357 ha de steppe semi-aride méditerranéenne en plaine de la Crau,
- gains écologiques visés : restauration des habitats de plusieurs espèces emblématiques locales (Ganga cata, Outarde canepetière, Faucon crécerellette, Lézard Ocellé),
- projets d'aménagements concernés : projets situés dans la même région écologique que le site de la plaine de la Crau et qui impactent des prairies sèches méditerranéennes ou des espèces le fréquentant,
- unités de compensation : hectare d'habitat favorable à une liste d'espèces identifiées.

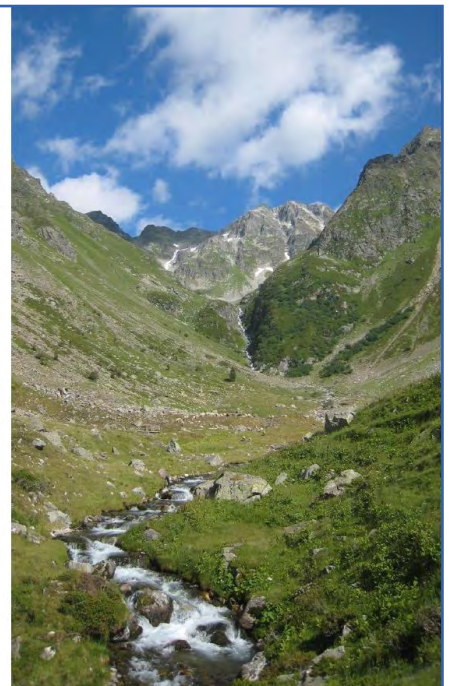


### Opération Combe Madame

- modèle : un opérateur responsable de réaliser des actions écologiques sur 43 ha + 25 ha tranche conditionnelle,
- gains écologiques visés :
  - restauration de milieux ouverts favorables au Tetras Lyre,
  - création de milieux semi-ouverts favorables à la Gélinotte des bois,
  - gestion forestière en faveur de la Chouette de Tengmalm,
  - restauration (curage) de mares en faveur du Triton Alpestre et de la Grenouille Rousse.
- projets d'aménagements concernés :
  - projets dans un rayon de 25 km,
  - travaux de réhabilitation/modernisation du parc hydraulique,
  - aménagements nouveaux de stations de sport d'hiver (bâtis, pistes, infrastructures),
  - urbanisation des communes de montagne.
- unité de compensation : « l'hectare-qualité » favorable à une liste d'espèces identifiées.



### COMBE MADAME PRÉSENTATION DU DISPOSITIF





## Opération Yvelinoise

- modèle : le Conseil Départemental des Yvelines est l'opérateur responsable de réaliser des actions écologiques sur 137 ha + 46 ha depuis 2018,
- gains écologiques visés :
  - restauration de milieux ouverts et semi-ouverts secs de la vallée de Seine en lien avec des espèces protégées de l'avifaune et de l'entomofaune,
  - restauration de prairies et pelouses calcicoles par réouverture des milieux boisés,
  - restauration pelouses sablo-calcaires.
- projets d'aménagements concernés : projets d'aménagement situés sur la vallée de Seine au Nord du département des Yvelines,
- unité de compensation : surfaces associées à un niveau de gain écologique.

## Opération Dervenn

- modèle : un opérateur responsable de contractualiser avec des exploitants agricoles à l'intérieur d'un périmètre donné (potentiel de 80 exploitations et 900 ha mobilisables en cœur d'actif UC),
- gains écologiques visés :
  - restauration, réhabilitation et création de zones humides,
  - restauration de milieux boisés.
- projets d'aménagements concernés :
  - projets situés dans le bassin versant de la Vilaine, précisément dans les secteurs ouest et sud de Rennes et nord de Redon dans un rayon de 25 km autour du site,
  - Projets d'infrastructures linéaires,
  - Installation de centrales solaires ou de parcs éoliens,
  - Projets d'aménagements (zones d'activités et/ou industrielles...),
  - Ouverture et extension de carrières.
- unité de compensation : « l'hectare étendu » composé d'un cœur d'actif de 1 ha répondant aux besoins précis de compensation, de 25 ha de zones de production de services écosystémiques (ZPSE) dont le maintien et l'entretien sont nécessaires au bon fonctionnement du cœur d'actif, et d'actions additionnelles concernant des espèces rares ou patrimoniales.



Yvelines  
Conseil général

### Annexe : Engagement relatif à l'offre de compensation yvelinoise

*Entrant dans le cadre de l'expérimentation nationale d'offre de compensation*



2014-2022

Expérimentation d'offre de compensation yvelinoise - 2014-2022



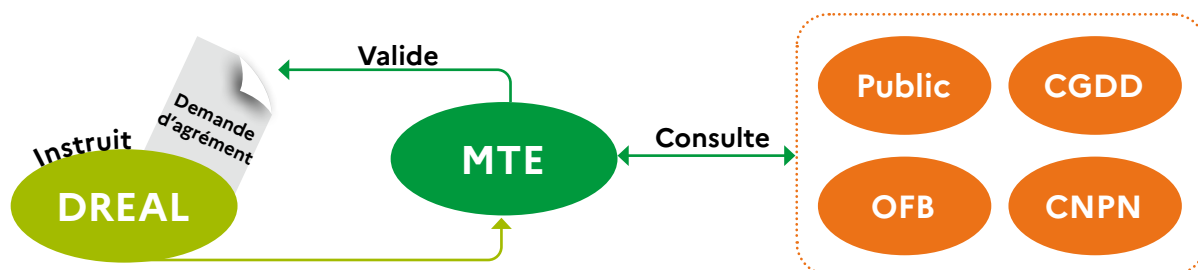
### L'expérimentation d'offre de compensation Bretagne – bassin de l'Aff



# La procédure d'agrément

## Informations générales

- les demandes d'agrément sont réalisées via l'**outil de télédéclaration obligatoire** accessible à l'adresse suivante : <http://demande-agrement-SNC.developpement-durable.gouv.fr>



- la conception d'un SNC doit **obligatoirement** prévoir que les Unités de Compensation (UC) générées bénéficieront à **plusieurs porteurs de projets**,
- pour chaque site naturel de compensation, un **comité de suivi** est mis en place et présidé par le Préfet de région,
- un **bilan des UC** vendues et un suivi des UC est effectué chaque année et validé par la préfecture.

## Contenu technique du dossier de mise en place d'un SNC

- une **description détaillée** du site, les états écologiques initial et final visé ,
- l'**articulation** de l'opération avec les documents de planification, la biodiversité et les continuités écologiques du territoire,
- l'identification, sur le site du SNC, des **habitats et des espèces susceptibles de faire l'objet d'une compensation** via l'acquisition d'unités de compensation,
- l'identification et l'analyse des **projets d'aménagement** à l'origine de la recherche de la mise en place d'un SNC, et de leurs impacts potentiels prévisibles,
- les types de **mesures écologiques** envisagées (restauration ou création d'habitats, évolution de pratiques de gestion) qui permettent de justifier d'un gain écologique ainsi que les modalités d'évaluation,
- la définition des **unités de compensation** (composition, nombre, prix unitaire ...) ; par la suite, c'est lors de l'instruction des projets engendrant des mesures compensatoires que sera réalisé le calcul des UC à mobiliser pour y satisfaire,
- un **calendrier prévisionnel** des opérations, des suivis écologiques et de commercialisation des unités de compensation (phasage du projet, durée de vente des unités de compensation),
- une définition de l'**aire de service** envisagée pour le SNC c'est à dire la zone géographique dans laquelle devront se trouver les projets d'aménagement soumis à l'obligation réglementaire de compensation pour que leurs maîtres d'ouvrages soient autorisés à acquérir des unités de compensation.



LE PROJET REPERE S'INTÉRESSE AUX POTENTIALITÉS DE PRÉSERVATION ET RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE. IL COMPORTE UN VOLET RÉGLEMENTAIRE PILOTÉ PAR LA DREAL NORMANDIE ET UN VOLET SCIENTIFIQUE PILOTÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL.

Fiche réalisée en décembre 2020

Ministère de la Transition écologique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Cité administrative - 2, rue Saint-Sever - BP 86002 - 76032 Rouen cedex

Tél. : 02 35 58 52 80 - Fax : 02 35 58 56 16

dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Crédit photo : carte des paysages de la vallée et de la baie de la Seine, produite par M. Antoni, A. Blanchardon, A. Hecquet et E. Lombard, APR 2015-2016 de l'ENSP ersailles Marseille, pour le CPIER Vallée de la Seine.